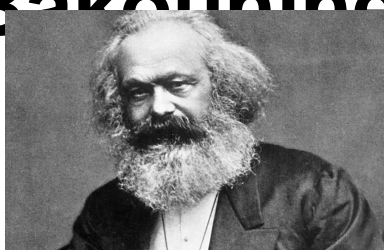


<https://www.pressegauche.org/Socialisme-utopique-Saint-Simon-anarchisme-Bakounine-et-communisme-Marx-contre>



# L'État dans ses rapports avec l'au-delà et les choses terrestres : de Saint-Simon, Bakounine et Marx à la Charte canadienne de 1982



Publication date: mardi 3 septembre 2019

- Blogues -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Au début du XIXe siècle, l'expansion du capitalisme industriel et la modernisation des moyens de production engendrent de nouveaux problèmes sociaux (augmentation de la pauvreté, inégalités sociales accrues, travail des enfants en usine, etc.). La souffrance ouvrière sur terre est de plus en plus insupportable pour celles et ceux qui subissent les affres d'une misère de masse ou une souffrance personnelle qui les rend inaptes au travail rémunéré.**

Pour lire la [première partie](#).

Pour lire la [deuxième partie](#).

### **Socialisme utopique (Saint-Simon), anarchisme (Bakounine) et communisme (Marx) : contre l'État soudainement capitaliste**

Les épreuves envoyées par Dieu sonnent les glas de la foi chez certains membres de la classe laborieuse. À travers certains auteurs, une croyance dans une réforme ou une révolution sociale de l'industrie et des institutions politiques se propage. Les figures autoritaires que sont les représentants au sommet de l'État (les têtes couronnées) et du Saint-Siège (la papauté) seront, sous la plume de Bakounine surtout, déboulonnées. Saint-Simon, Bakounine et Marx se positionneront de différentes façons sur les liens entre la religion, Dieu, la politique et l'État.

Dans les ouvrages ayant pour titre : L'industrie (1817), le Système industriel (1820-1823) et le Catéchisme des industriels (1823-1824), le philosophe et économiste Claude Henry de Rouvroy, comte de Saint-Simon, n'accepte pas la société existante. Il met de l'avant rien de moins qu'une réorganisation complète de la société. Il est convaincu que la marche du progrès n'a pas comme horizon indépassable la Révolution française. Saint-Simon croit que toute forme d'interprétation de l'histoire doit prendre en considération le développement des régimes économiques et le rôle des classes sociales. Selon lui, il existe dans la société deux ordres de pouvoir (l'un qui se spécialise dans la direction morale et intellectuelle et l'autre dans la dimension matérielle et économique) qui regroupent la classe dirigeante. À ses yeux, une nouvelle révolution s'impose. Dans la nouvelle société, la direction intellectuelle doit être confiée aux savants et le pouvoir politique doit être remis aux chefs d'industrie (les entrepreneurs, les artisans et les agriculteurs). Seuls les industriels sont en mesure de supprimer la passion de dominer et de procéder au remplacement du gouvernement des hommes par l'administration des choses. Dans cette nouvelle société utopique à caractère socialiste que Saint-Simon élabore - et qu'il nomme le « système industriel » -, la fraternité entre les hommes régnera. La devise sera « à chacun selon son mérite ». La nouvelle société industrielle pour laquelle il milite doit être plus juste, plus progressiste et doit également avoir un caractère religieux « de même nature que la fondation du christianisme ».

Révolutionnaire russe, partisan de l'égalité entre les sexes, Mikhaïl Aleksandrovitch, dit Bakounine, est un des grands théoriciens de l'anarchisme. Selon lui, la liberté ne peut composer avec aucune autorité religieuse, économique ou politique. Au sujet de Dieu, Bakounine écrit : « Si Dieu existait vraiment, il faudrait le faire disparaître ». Libérer les hommes et les femmes veut dire pour lui les affranchir de toutes les formes de structures autoritaires que sont l'Église, l'entreprise et l'État. Pour Bakounine, les structures sociales doivent être entre les mains du peuple, sans intermédiaires ou représentants.

Karl Marx a rédigé de nombreux livres en économie, en philosophie et en histoire. Avec Engels, il a cherché à définir les bases du « socialisme scientifique » (sic) et à décrypter, entre autres choses, le caractère de classe de l'État moderne. Sur la question religieuse, Marx a formulé dans sa Critique de la philosophie du droit de Hegel (1843) deux

remarques intéressantes : « Elle (la religion Y.P. et G.B.) est l'opium du peuple » et « C'est l'homme qui fait la religion et non la religion qui fait l'homme ».

Soudainement nous voilà au prise avec l'économie - la nouvelle utopie - qui se combine à la science comme source à la fois de troubles sociaux et de solutions. En effet, son voile capitaliste et moderniste cache la lumière de la liberté et du bonheur éclairant les prolétaires soumis à son despotisme qui se veut autant pernicieux, selon un certain point de vue, que celui de la monarchie absolue critiquée par Diderot. Saint-Simon, Bakounine et Marx s'opposent à ce régime aliénant, afin de ramener au goût du jour les utopies du passé, bien qu'allant en sens contraire. Saint-Simon et Marx préconisent une réorganisation de l'État en effaçant les anciennes structures pour en ériger de nouvelles grâce auxquelles l'« État idéal », dit socialiste ou communiste, permettra à l'humain de s'émanciper au sein d'un collectif qui l'épaulera, tandis que celui de Bakounine s'évade de toute structure d'autorité coutumière pour promouvoir la liberté totale - ou presque -, à savoir un État dans lequel une minorité ne pourra prétendre à dominer une majorité. Cela dit, la superstructure économique prend place dans un régime politique et religieux distinct du passé, voire dans un milieu évacué de l'opium de la religion, sinon subordonné, comme le veut Saint-Simon, à l'État industriel qui en définira les nouveaux paramètres. L'« humain idéal » vivra soit dans une société économique égalitaire, soit dans une société anarchique, mais, peu importe, il sera maître de son existence.

### **Sociologie, une observation de la modernité : Comte et Weber**

La modernité est une période historique durant laquelle certains spécialistes décident de prendre la société comme champ d'observation et de la scruter avec des méthodes d'analyse qui se démarquent des perceptions spontanées ou des références à un garant métasocial (Dieu). Les sciences sociales sont des disciplines contemporaines de certains phénomènes sociaux dont le plus important est la Révolution industrielle. Cette révolution a bâti les fondements économiques et sociaux du monde d'aujourd'hui. Elle s'est accompagnée d'un vaste mouvement de mobilisation de personnes, de différenciation professionnelle et de laïcisation de certaines institutions sociales. Elle a également eu un autre impact : elle est venue confirmer la foi de certaines personnes dans le progrès et aussi dans l'illusion qu'elles entretenaient au sujet d'une civilisation devenue maîtresse de la nature. D'entrée de jeu, un problème majeur va se poser pour ces disciplines en rupture avec la philosophie et la théologie : comment peut-on saisir la vérité dans ce nouveau monde qui a une foi quasi aveugle non pas en Dieu, mais en la notion de progrès et du développement des forces productives ?

Auguste Comte est un philosophe français, il a étudié à l'École Polytechnique. C'est Saint-Simon, dont il est le secrétaire de 1817 à 1824, qui le forme aux problèmes sociaux et politiques. Comte adhère à une philosophie des sciences qui a pour nom le positivisme. Pour les positivistes, aucune question n'est insoluble pour la science. La connaissance scientifique doit s'en tenir aux faits d'expérience et aux phénomènes observables. Comte est convaincu d'avoir découvert la loi d'évolution de l'esprit humain, c'est-à-dire la loi des trois états : le stade théologique ou fictif ; le stade métaphysique ou abstrait ; et finalement le stade scientifique ou positif. Cette loi des trois états n'est pas uniforme, elle ne peut pas être qualifiée d'évolutionniste. Il s'agit plutôt d'une loi « progressive », « générale » et « linéaire » d'évolution de l'esprit humain. Le rythme d'évolution des différents domaines de connaissance est inégal. Comte préconisait une religion de l'humanité, une religion sans Dieu. C'est l'humanité dans son entièreté (les êtres passés, futurs et présents) qui doit être honorée. Grâce à sa religion positive, Comte annonçait le règne de la paix et de l'harmonie parfaite pour le XXe siècle.

À travers toutes les études qu'il mène sur les formes de pouvoir, l'histoire des religions, l'organisation économique, le droit etc., Max Weber est inspiré par la même intention : comprendre le monde moderne en levant le voile sur la rationalité de l'Occident moderne. Ce processus de rationalisation du monde moderne amène Weber à parler du « désenchantement du monde » pour exprimer le bannissement - et non la disparition - des valeurs suprêmes religieuses.

Si Saint-Simon, Bakounine et Marx semblent avoir été quelque peu inspirés par les utopies du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle, mélangeant le désir d'une Cité idéale avec, soit un retour du collectif pour libérer les exploités du joug des loups du capitalisme, soit une revendication pour un nouveau pacte destiné à garantir une plus grande liberté humaine, Comte et Weber ont poursuivi avec les Lumières. Disons que Comte, bien qu'ayant collaboré de près avec Saint-Simon, semble s'inspirer de Rousseau dans sa théorie des trois états par laquelle s'expose notamment un désir de substituer la religion chrétienne pour une « religion de l'humanité » qui rappelle, en quelque sorte, la « religion du citoyen » rousseauiste. Néanmoins, il véhicule aussi les aspirations modernes dont les débouchés sont permis grâce à la science, d'où une idée de progrès possible seulement par la volonté humaine, ce qui concorde avec l'État industriel de Saint-Simon au sein duquel les savants tirent les rênes du pouvoir intellectuel, tandis que les industriels s'occupent de celles du pouvoir politique (également économique). Et Weber suit Comte sur cette pente, alors que le processus de laïcisation de l'État, ou encore de substitution du religieux au profit de la science et de l'économie, provoque un « désenchantement du monde », dans le sens d'une rationalisation de l'existence qui semble éliminer toute inclination à la magie et aux superstitions. L'« État idéal » y est perçu comme un milieu rationnel, dans un retournement de situation favorable à l'utilitarisme plutôt qu'au christianisme, pour ne pas dire aux besoins des corps plutôt que des âmes. Par ricochet, l'« humain idéal » profite d'une liberté dans laquelle il peut exercer sa rationalité et utiliser - manipuler ou transformer - la nature pour se satisfaire.

### Conclusion : un parcours en dents de scie

Certes, la bonté de Dieu est peut-être inépuisable et illimitée, mais il n'en va pas de même pour l'espace qui nous est accordé sur le site Presse-toi à gauche ! Terminons sur un survol rapide des prises de position au sujet de Dieu, de la religion et de l'État par un certain nombre de citations célèbres qui vous sont livrées en rafale et hors contexte : Kant a écrit : « On ne peut démontrer l'existence de Dieu [...] », hormis par une prédisposition ontologique à quoi il accorde pourtant une certaine valeur dans sa Critique de la raison pure ; Nietzsche a affirmé que « Dieu est mort » et « (j)amais encore [...] une religion n'a contenu de vérité. Car toute religion est née de la peur et du besoin », effectivement parce qu'il subsiste à l'intérieur de l'humain un besoin de croire et de donner un sens à son existence, et à défaut d'y parvenir par lui-même, il se rattache à des hypothèses auxquelles il porte foi ; Feuerbach postule que : « L'homme est un animal religieux », et osons dire parce qu'il est aussi un animal politique et social, comme l'a désigné auparavant Aristote, alors que nous ne pouvons faire autrement que de rapprocher la religion, la politique et la société en les qualifiant de structures de liaisons (de relations) qui disqualifient automatiquement l'être solitaire d'animal religieux, politique et social ; Freud soutient que : « La religion serait la névrose obsessionnelle universelle de l'humanité », en effet une névrose par laquelle chaque fidèle se sent épier au point de s'auto-culpabiliser et de s'auto-sanctionner face à la société ; puis Sartre, pour sa part, nous a invités à partager le point de vue suivant : « Nous voulons dire que Dieu n'existe pas, et qu'il faut en tirer toutes les conséquences », ce qui revient à devoir reprogrammer nos habitudes et nos réflexes d'autopunition, voire même à définir une nouvelle morale, même si déjà elle s'est immiscée à l'intérieur des rouages de l'État laïque. Évidemment, ces citations proviennent de philosophes et d'un psychanalyste, à savoir de personnes dites savantes et donc fidèles à la science du savoir plutôt qu'à la religion ; elles présentent une position particulière qui peut différer d'une autre et demeurent utopiques parce que théoriques. Cela précisé, qu'en est-il donc des liens et des rapports entre Dieu, la religion, la politique et l'État dans notre réalité commune ?

Près de nous, du côté canadien, le préambule de la Loi constitutionnelle de 1982 postule d'entrée de jeu que : « Le Canada est fondé sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu et la primauté du droit. » Comment un État supposé "laïque", comme le nôtre, peut-il se déclarer tel, alors que dans ses fondements constitutionnels il reconnaît la suprématie de Dieu, accordant ainsi un rôle dominant à l'Église, gérante de la foi ? Serait-ce parce que tous les citoyen(ne)s du pays demeurent fidèles à la religion chrétienne et se soumettent à la volonté de Dieu matérialisée sous la forme de la papauté, ou s'agit-il d'une reconnaissance passée de l'union entre la religion et la politique, union toujours effective et d'actualité ? Peut-être devrions-nous pencher vers la deuxième option.

Par un syllogisme truqué, notons qu'encore aujourd'hui le Pape est à la tête de la Cité du Vatican, et si le Vatican est

un État souverain qui dispose même d'un siège à l'ONU, alors le Pape n'est rien de moins qu'un souverain pontife et son autorité vient en plus de Dieu. Que disons-nous ! Il faudrait plutôt ajouter que le Pape n'est rien de moins qu'un souverain temporel, dont l'autorité lui vient de l'acceptation de tous les catholiques romains du choix du cardinalat à accorder à l'un d'entre eux la chance de s'asseoir sur le Saint-Siège - image de la souveraineté spirituelle - permis par Dieu. De plus, s'il siège à la fois au Vatican et à l'ONU comme chef d'État, nous voilà en présence d'un pouvoir politique plutôt qu'exclusivement spirituel.

Au terme de ce rapide survol de la littérature pertinente sur le sujet, force est de conclure que face à Dieu, le parcours intellectuel occidental a les caractéristiques d'un parcours en dents de scie. Dieu et les religions qui en font la promotion ne sont pas disparus de la vie politique et de cet acteur social qu'est l'État. Au Canada et au Québec, dans certains textes législatifs, les accroc à la laïcité sont encore nombreux. Mentionnons, à titre d'exemple, ce qui suit : le Code civil et le mariage, les exemptions fiscales aux communautés religieuses, les subventions aux écoles confessionnelles, l'abattage animal, le cours éthique et culture religieuse, etc. Cette proximité pluriséculaire entre la religion, la politique et même l'économie a certes contribué à fomenter, selon des aspirations particulières, l'État et l'humain idéaux, même chez nous, puisqu'il a toujours été question de maintenir la cohésion d'une population donnée et d'exercer un pouvoir sur elle.

Yvan Perrier et Guylain Bernier